



CA/SC-All/1506
28.02.2015

**Lettre à l'attention de Madame Kristalina Georgieva,
Vice-présidente de la Commission**

Madame la Vice-présidente,

La newsletter N° 11, janvier 2015, de « Generation2004 » a choqué les retraités, tout comme la newsletter N° 8 en octobre 2014 (Annexes 1 et 2). Les membres de la SEPS-SFPE me demandent de réagir aux déclarations insultantes de G2004 et aux considérations malveillantes et même machiavéliques au sujet de notre système des pensions et des pensionnés actuels.

Nombre d'affirmations qui y sont faites quant aux pensions, devraient être vérifiées. Mais quoiqu'il en soit, les propos de G2004 visent à incriminer les collègues actifs ou pensionnés recrutés avant 2004, pour avoir connu des conditions plus avantageuses que celles qui prévalent pour celles et ceux qui ont été recrutés après cette date. Cette façon de procéder est malveillante et ne peut qu'aboutir à un clivage au sein du personnel.

Les collègues plus anciens portent-ils une responsabilité réelle en ce qui concerne ce problème dont les adhérents de G2004 se sentent victimes ? Les collègues de G2004 étaient parfaitement au courant du Statut avant leur concours de recrutement et avant leur titularisation. Ils avaient donc de fait accepté ces conditions. Le personnel, maintenant appelé « pré-2004 » et « fat cats¹ », a fait de son mieux pour défendre les intérêts des fonctionnaires lors des négociations des réformes de 2004 et 2014.

Il est peu probable que G2004 puisse profiter directement d'une quelconque réduction des pensions des « pré-2004 ». En se comportant de la sorte, G2004 s'attaque à l'unité du Personnel et diminue la capacité de ce dernier à résister aux pressions externes. En effet, il est clair que tôt ou tard, notre système de pensions sera soumis à de nouvelles attaques. Cinq Etats membres² l'ont clairement affirmé lors des conclusions de la réforme 2014. Cette newsletter de G2004, qui vient de l'intérieur de nos Institutions, ne peut qu'encourager ceux qui veulent critiquer et réduire nos pensions.

Mais, ce n'est pas tout : le président de G2004 se permet également de demander l'aide d'autorités politiques et informe la presse sans se soucier du tort que ces affirmations peuvent créer à tout le personnel. L'annexe 3 en est un exemple.

¹ "fat cats" : insulting expression borrowed from the British gutter press

² Déclaration de UK, NL, CZ, AU, DK (02.07.2013 et 10.10.2013)

Est-il licite de se comporter de la sorte vis-à-vis des Institutions ? Cette publication n'a certes pas été soumise à l'autorisation de l'AIPN, telle que prévue par l'article 17bis §2 du Statut et semble constituer par ailleurs une violation flagrante des articles 11 et 12 du même Statut.

Il faut que des limites soient imposées aux agissements de ce groupe G2004 qui a pour effet la division du personnel.

Il faut que les futures revendications de G2004 soient justes et qu'elles puissent être défendues par tout le personnel, y compris les «pré-2004».

Veillez agréer, Madame la Vice-présidente, l'assurance de notre plus haute considération.

Pour la SFPE et les membres de son Conseil d'Administration

Serge Crutzen
Président

Copie :

DG HR&S ; Syndicats de la Commission ; AIACE International ; Generation 2004

Letter for Madam Kristalina Georgieva, Commission Vice-president

Madam

“Generation 2004’s” January 2015 Newsletter N° 11, was a severe shock for our pensioners as was the October Newsletter N° 8 (Annexes 1 and 2). The members of SEPS-SFPE are asking me to react to the insulting, malicious and even Machiavellian statements made about our pension system and present-day pensioners.

A good number of the assertions made require verification. Notwithstanding, G2004’s words are aimed at incriminating officials in active employment and pensioners recruited prior to 2004 for having benefited from more advantageous conditions than those prevailing for those recruited after that date. This is a malicious process and can lead only to a schism within the staff.

Can our older colleagues really be held to blame for the problem of which the members of G2004 deem themselves victims? G2004 members were perfectly aware of the new Staff Regulations before sitting for the recruitment competition and before their official appointment. They have, therefore, de facto accepted these conditions. The staff, now referred to as “pre-2004” and “fat cats” did their best to defend all officials’ interests during the 2004 and 2014 reforms.

It is highly improbable that G2004 would be able to benefit directly from any kind of reduction in “pre-2004” staff pensions. However, in behaving thus, G2004 is attacking staff unity and reducing its ability to resist external pressure. It is quite certain that, sooner or later, our pension system will come under attack again. Five Member States¹ already made this clear when the 2014 reform was concluded. This G2004 Newsletter - which emanates from within our Institutions - can only encourage those who wish to criticize and reduce our pensions.

However, this is not all. The Chairman of G2004 has presumed to request help from political authorities and is informing the Press without regard to the damage that these allegations can do to the entire staff. Annexe 3 is a good example. Is it legal to

¹ Statement by AU, CZ, DK, NL, UK) (02.07.2013 and 10.10.2013)

behave in such a manner with regard to our Institutions? These doings are in flagrant violation of Articles 11 and 12 of the Staff Regulations. Was there any authorisation given by the Authority, as per article 17bis §2, for this publication?

It is essential that limits be imposed upon G2004's malevolence, which can only lead to a schism within the staff. All future demands from G2004 must be fair and defensible by the entire staff – the "pre-2004" included.

Sincerely yours,

On behalf of SEPS-SFPE and the members of its Administrative Board

Serge Crutzen
President

Copy: HR&S DG, Unions, AIACE, Generation 2004.